



Women Power DRC

URGENT
ACTION
FUND
AFRICA

FOR WOMEN'S HUMAN RIGHTS

WPD 2024

Résilience et Justice

Témoignages **des Femmes**
Victimes de Violences
au Nord-Kivu

TABLE DES MATIÈRES

NOTE DE REMERCIEMENT	02
PREAMBULE	03
I. NECESSITE DE MENER UN PLAIDOYER	04
II. DES HISTOIRES PERTINENTES ET EMOUVANTES DES FEMMES VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLES	07
ZOONE D'INTRVATION Carte Geo	08
II.1. En proie à l'agressivité, la terreur impose ses lois malsaines...	
II.2. Quand les criminels se liguent pour allumer la douleur...	08
II.3. Aux prise du désarroi, c'est la tourmente de l'âme...	07
II.4. Plongée dans l'amertume, dépouillée de la sensation de vivre...	07
II.5. Entre la recherche de la survie, et la survenue du spectre du viol...	09
II.6. Inoffensive face à l'agressivité...	10
II.7. L'honneur et la dignité éclaboussés...	11
II.8. Les coulisses d'une page odieuse, difficile à raconter...	12
II.9. Les surprises qui déplaisent....	13
II.10. Le sort difficile à digérer...	14
II.11. Quelle approche pour lui dire qu'on m'a violé ?	15
II.12. De la résilience menacée par la barbarie...	16
II.13. Que faire quand le viol fait de nous l'objet de discrimination ? De moqueries ?	17
II.14. L'horizon flouté par une fin improbable de la guerre....	18
II.15. Quand les séquelles du viol, entraînent l'handicap...	19
II.16. Qui pour nous prêter mains fortes après une agression ?	19
III. ANALYSES DES HISTOIRES RECCEUILLIES, STRATEGIES D'INFLUENCE ET RECOMMANDATIONS	23
III.1. ANALYSES DES HISTOIRES RECCEUILLIES.	24
III.2. STRATEGIES D'INFLUENCE ET RECOMMANDATIONS	25
RESUME	26
PARTIES PRENANTES INTERNES AU PROJET	27

“

Note de Remerciement de la Coordinatrice Nationale.

”



Chères lecteurs, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à chacun d’entre vous pour votre soutien indéfectible dans ce combat contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux filles en République Démocratique du Congo. Votre engagement, votre temps et votre solidarité sont essentiels pour changer la réalité des milliers de femmes qui subissent ces atrocités.

Le plaidoyer axé sur la récolte des besoins des jeunes femmes déplacées de guerre dans le camp de Shabindu au Nord kivu que nous menons est une façon pour notre structure de faire entendre les voix de celles qui ont été réduites au silence.

Durant une période de 30 jours nous avons pu sensibiliser la cible sur l’urgence d’agir et faire pression pour des changements significatifs quant aux droits sexuels et reproductifs des jeunes femmes déplacées.

Chaque histoire partagée, chaque témoignage recueilli est une étape vers la justice, la guérison et la jouissance totale des droits sexuels et reproductifs des femmes déplacées. Nous devons continuer à nous battre pour garantir un avenir et un environnement où chaque femme peut vivre

-sans crainte et jouit pleinement de ses droits.

Merci pour votre détermination et votre soutien continu.

Ensemble, nous pouvons transformer les souffrances en force et les rêves en réalité.

Avec toute reconnaissance.

Sylvie MAZAMBI
Coordinatrice.





PRÉAMBULE

Depuis octobre 2023, plus de 2,5 millions de personnes ont été déplacées, des centaines d'autres ont perdu la vie, et beaucoup ont été victimes de violences sexuelles, tandis que la poursuite du conflit continue de déstabiliser la partie Est de la RDC.

Après avoir fui les atrocités et s'être installées dans des camps de déplacés, les conditions de vie restent alarmantes. L'exploitation et les violences sexuelles sont exacerbées par ces conditions de vie précaires et le manque d'assistance.

La plupart des femmes déplacées dans les camps de Goma vivent dans des abris de fortune faits de feuillage et de bâches en plastique, où elles sont vulnérables aux intrusions. Nombre d'entre elles subissent des agressions lorsqu'elles vont chercher du bois à l'extérieur des camps.

Dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, les jeunes filles et femmes victimes de violences sexuelles font face à de nombreux défis, notamment :

- **l'accès limité à des structures sanitaires équipées de kits inter-agences de santé reproductive,**

- **Un personnel médical parfois insuffisamment formé à l'utilisation de ces kits et à la prise en charge des cas graves comme les complications obstétricales et néonatales, y compris les césariennes, ainsi que la réparation des fistules obstétricales et post-viol, qui constituent un obstacle majeur.**

- **Le manque d'informations suffisantes sur les signes de danger pendant la grossesse, l'accouchement et le suivi post-partum, l'absence de cliniques mobiles et de services gratuits dans les formations sanitaires ciblées aggravent encore la situation. À cela s'ajoute**

- **Les problèmes des avortements non sécurisés, l'une des principales causes de décès maternels et de morbidité, avec des conséquences physiques, mentales, sociales et financières pour les femmes, les communautés et les systèmes de santé.**

Face à ces nombreux problèmes, WOMEN POWER DRC a compilé des témoignages poignants de femmes et de jeunes filles victimes de violences sexuelles vivant dans le camp de déplacés de Shabindu.

Nous avons utilisé des pseudonymes pour protéger leur identité. Nous espérons que ces histoires éveilleront les consciences et encourageront un engagement en faveur du respect des droits et de la protection de ces survivantes vulnérables.

Dans le cadre de ce plaidoyer, ces récits nous ont permis de proposer des pistes de solution qui pourraient aider les victimes à obtenir réparation et contribuer à une prise de conscience collective, ainsi qu'à un engagement en faveur du respect des droits et de la protection des victimes de violences sexuelles.

I

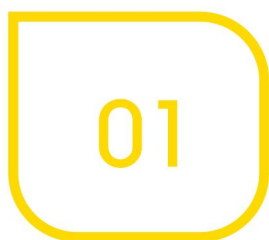
**NÉCESSITÉ DE MENER
UN PLAIDOYER.**



NÉCESSITÉ DE MENER UN PLAIDOYER

Les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles constituent une violation grave des droits fondamentaux. Elles ont de lourdes conséquences non seulement sur la santé physique, sexuelle et mentale des victimes, mais également sur leur situation socioéconomique.

Après avoir subi une agression sexuelle, de nombreuses femmes rencontrent des difficultés à se relever économiquement. Le tissu social, particulièrement les relations interpersonnelles, se trouve souvent fracturé en raison du rejet subi par les victimes, rendant difficile la création de relations professionnelles qui pourraient les aider à réintégrer la vie économique. Leur cycle de vie est profondément perturbé, les victimes sombrent dans l'angoisse et le traumatisme s'installe. Le temps qui aurait pu être consacré à des réflexions pour une reconstruction économique est souvent pris par l'angoisse des conséquences du viol sur leur vie actuelle, amplifiant leur désespoir et leur perception d'un avenir incertain. L'insécurité économique et le manque de ressources pour subvenir à leurs besoins peuvent également exposer ces femmes à d'autres formes d'agressions sexuelles.



QUI DOIT ALORS MENER UN PLAIDOYER EN FAVEUR DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ?

WOMAN POWER est une organisation non gouvernementale créée le 10 mars 2019 par un groupe de jeunes filles engagées pour l'amélioration des conditions de vie des femmes en République Démocratique du Congo. Luttant pour les droits des femmes, son siège se trouve à Goma, dans la province du Nord-Kivu. L'organisation mène des actions de plaidoyer visant à faire progresser les droits des femmes et des filles en RDC, tout en renforçant les efforts de restauration de la paix.

Suite à une analyse rapide des besoins réalisée par **WOMAN POWER DRC**, un projet intitulé « **Réponse d'urgence aux violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) et à la santé sexuelle et reproductive des femmes et jeunes filles dans le camp de Shabindu, à Goma** » a été mis en place.

Ce projet, soutenu par **Urgent Action Fund Africa (UAFA)**, a permis d'identifier les besoins spécifiques des femmes et filles victimes de VSBG, en particulier en matière de santé sexuelle et reproductive. Une collecte de données a été effectuée auprès des victimes au sein du camp de Shabindu afin de documenter leurs histoires et de les utiliser pour appuyer des actions de plaidoyer.

Le 7 septembre 2024, plus de 20 femmes et filles victimes de violences sexuelles basées sur le genre se sont réunies dans l'espace SAMSAM du camp de Shabindu. À l'issue de ces échanges, plusieurs témoignages poignants ont été recueillis, offrant un aperçu de leurs souffrances et des actions nécessaires pour les aider.

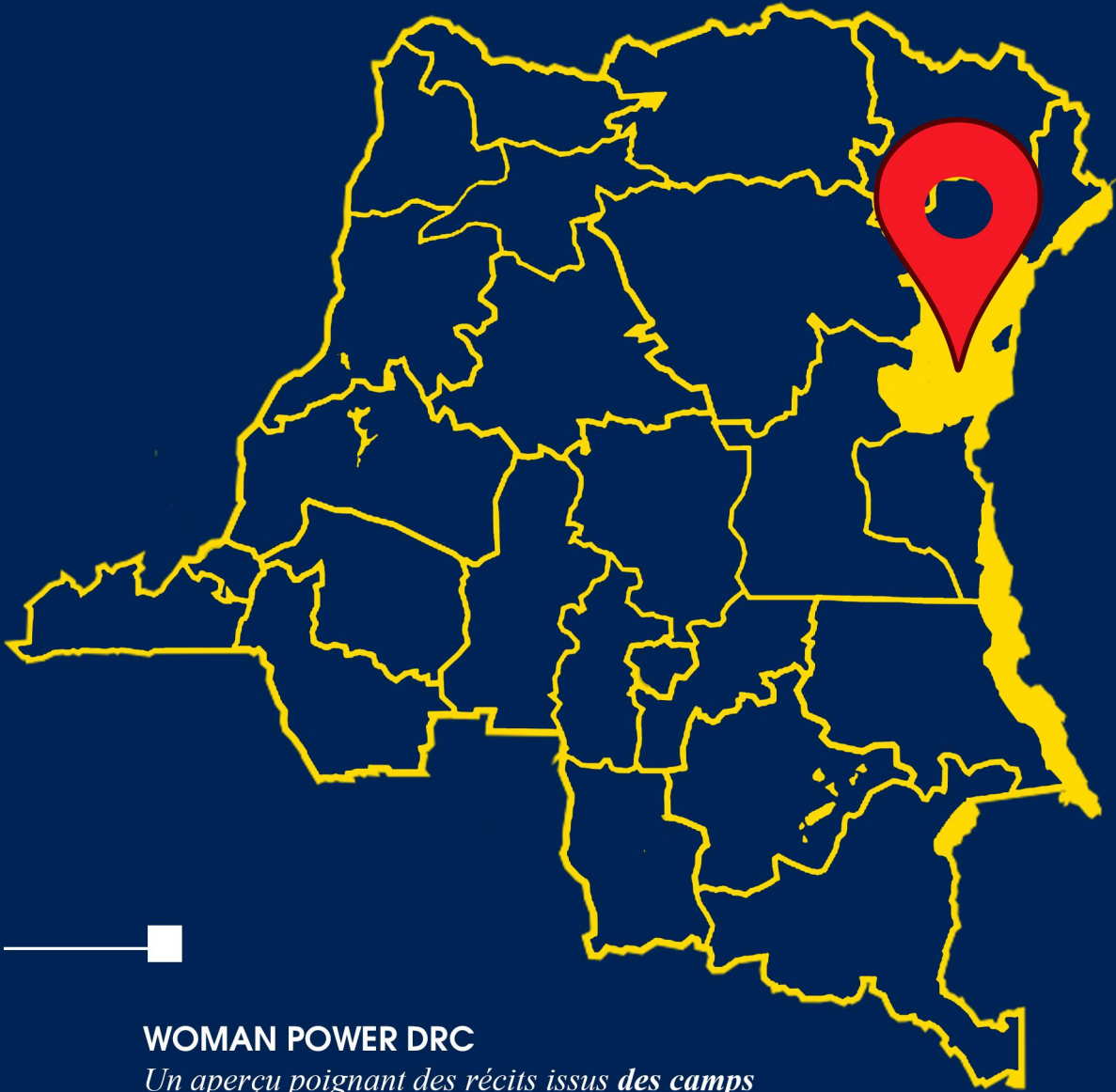


III

**DES HISTOIRES PERTINENTES
ET EMOUVANTES DES FEMMES
VICTIMES DES VIOLENCES
SEXUELLES**



Zones d'intervention Carte Geo



WOMAN POWER DRC

Un aperçu poignant des récits issus des camps de déplacés de Shabindu, AU Nord kivu à Goma, dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

« Que vaut la sincérité du témoin, quand c'est l'exactitude du témoignage qui importe ? ».

Pierre BILLON.

01

En proie à l'agressivité, la terreur impose ses lois malsaines...

Je réponds au nom de **Louise BELINDANE**. Agée de 23 ans, je suis une fille déplacée de guerres vivant dans le Camp des déplacés de Shabindu. J'habite le bloc 10, Hutte N°35.

Dans notre ménage nous sommes au nombre de huit personnes, dont cinq filles et trois garçons avec comme responsable notre grande sœur. J'étais en G3 à L'ISTM Rutshuru lorsque notre territoire fut conquis par les rebelles du M23. La vie était devenue pénible au point que je n'ai pas pu continuer avec les études. En juillet 2023, nous étions à l'affût de la famine. Nous sommes partis dans notre village pour récolter les maïs pour assouvir cette faim atroce qui nous terrassait. C'est là que les Rebelles du M23 m'ont intercepté et m'ont par la suite kidnappé. Ils étaient nombreux, ma famille n'avait guère le pouvoir d'être à ma rescousse. Quelque temps après, je me suis retrouvée dans une petite pièce, une sorte de cabane, où se trouvaient sept autres filles kidnappées à des endroits différents. Nous n'avions pas le droit de nous exprimer. Se plaindre allait engendrer des tortures infernales, étant donné la barbarie transparaissait le visage de ces hommes sadiques. Ainsi nous étions restées là, figées ; inertes. Chacune d'entre nous se contentait de chaque minute, considérée comme gracieuse, car les minutes d'après étaient effroyables à vivre, elles ne présageaient que la mort.

Chaque rebelle s'était déjà attribué une femme parmi nous. Nous sommes restées dans cette petite pièce où l'on était violé à maintes reprises, nuits et jours, par ces bourreaux jusqu'à ce que chacune d'entre nous eut un enfant avec l'un de leurs. Pendant ce temps, je cherchais comment m'enfuir de ce bagne. Un jour, le bon Dieu m'a fait grâce, je me suis éclipsée. Je suis revenue à Goma pour me réfugier dans ce camp. Mon bébé avait déjà 1 mois depuis sa naissance. J'ai retrouvé mes frères et sœurs ici. J'avais décidé de raconter mon histoire uniquement à ma mère et ma grande sœur. Ma mère m'a proposé de confier l'enfant à un orphelinat parce que j'avais été victime du viol, je ne connaissais pas le père. Voyant mon fils, avec un regard maternel, j'ai décidé de le garder moi-même. Je me serais débarrassée de lui si j'avais eu l'occasion de bénéficier d'une assistance favorisant un avortement sécurisé au moment opportun, malheureusement, ce n'était pas le cas. J'ai peut-être la chance parce que tout le monde dans ma communauté n'est pas au courant que j'ai un jour été victime des violences sexuelles, sinon, je ferais l'objet de discrimination et même dans le site, les enfants pouvaient se moquer de moi. Actuellement, j'ai besoin d'une prise en charge psychologique, un accompagnement moral et un soutien financier en vue de me lancer dans une activité économique à même de subvenir à nos besoins ; ceux de mon fils et les miens. En ce qui concerne les soins médicaux, nous avons une structure bien indiquée qui nous prend en charge et elle n'est pas située loin de notre hutte.

PhotoGraphy by Jospin Mwisho



02

Quand les criminels se liguent pour allumer la douleur...

Je m'appelle **Anna MUKE MALI**, je suis une jeune fille déplacée de guerres âgée de 22 ans, résident actuellement dans le site Shabindu. J'ai un niveau d'études primaire.

En Avril 2024 nous étions à Rubaya, dans le territoire de MASISI lorsque la guerre du M23 est survenue chez nous. Ma famille et moi nous étions contraints de nous diriger à Goma, fuyant à vive allure et dans la tourmente, les hostilités. Arrivée à Mushaki, j'ai été violée d'affilée par un groupe constitué de trois personnes inconnues. Une fois à Goma dans le site des déplacés, j'ai été sensibilisée sur la lutte contre le VIH par les relais communautaires. J'ai décidé de me faire dépister. Les résultats du test attestaient que j'étais séropositive et enceinte de quelques semaines. Après avoir reçu cette horrible information, je me suis sentie bouleversée, désorientée et mourante. Jusqu'à présent, j'éprouve des difficultés à l'admettre bien que le centre médical nous fournit un accompagnement moral, psychologique et médical. J'avais décidé d'en parler à ma famille. Tout le monde s'est résolu de me soutenir moralement, parce que c'était une situation inadéquate à ma propre volonté. Cependant, au sein de nos communautés, la plupart des femmes et jeunes filles victimes des violences sexuelles restent discrètes, elles ne font aucune révélation à ce sujet, dans l'optique de se protéger alors que dans la plupart des cas, elles se torturent intérieurement sans le savoir. Dénoncer le cas de viol dans les détails les plus minimes, permet d'avoir des orientations nécessaires et un accompagnement de différentes sortes. Actuellement nous traversons une période très déplorable dans le site. On mange rarement à longueur de journée. À part l'eau qui est disponible ici, nous n'avons rien d'autres. Il serait mieux que j'obtienne un petit commerce dans le site pour avoir un revenu pouvant subvenir à mes besoins primaires et ainsi préparer la naissance de cet enfant dont la grossesse est à son quatrième mois.

03

Aux prises du désarroi, c'est la tourmente de l'âme...

Je suis Edwige BALAMOKO. Je suis veuve, protestante, âgée de 63 ans vivant actuellement dans le camp des déplacés de Shabindu, Bloc 05, Hutte N°05. Je suis responsable d'un ménage constitué des sept personnes dont trois femmes et quatre hommes. Je n'ai pas eu la chance de passer au banc de l'école.

Je fais partie des femmes victimes de violences sexuelles. C'était en Juin 2024. Cette situation m'était arrivée un jour pendant que j'étais partie à la recherche des bois de chauffe dans un champ éloigné du site pour subvenir au besoin de la cuisson de ma famille. J'avais croisé un homme inconnu, il sauta sur moi, quand je tentais de me défendre, il m'a agressé. Lorsque j'étais à court de mes forces, il m'a violé. Je me suis sentie malheureuse et sans défense. J'ai eu le courage de raconter l'histoire à une amie, cheffe d'un bloc dans le site. Celle-ci m'avait conseillé d'aller au Centre Médical pour bénéficier des soins appropriés. Le personnel soignant de cette structure s'est fait abnégation en faisant un suivi régulier pour m'aider à faire face à cette tragédie. Actuellement nous n'avons aucune autre source de revenu à part quelques dons que nous recevons. J'aimerais faire le commerce, avoir une activité génératrice de revenu à exercer ici même dans ce camp des déplacés m'aiderait à subvenir aux nombreuses charges financières auxquelles je fais face. Bien que nous ayons la chance d'accéder gratuitement aux soins de santé primaires et aux installations d'eau, quant à la nourriture, nous mangeons rarement. J'aimerais avoir un capital pour faire le petit commerce dans le site afin de subvenir aux besoins de ma famille. Avoir une telle activité m'aidera à ne pas être exposée aux violences sexuelles.



04

Plongée dans l'amertume, dépouillée de la sensation de vivre...



Photography by Jospin Mwisha

Mon nom c'est **Lily MUVAVINONGO**. Je suis une femme veuve, protestante, âgée de 27 ans. J'habite actuellement dans le site de Shabindu, Bloc 37, Hutte N° 40. Je n'ai jamais été à l'école. Je suis responsable d'un ménage de 5 personnes dont trois filles et deux garçons. En fouillant la guerre du M23, je me suis retrouvée dans le Camp de Shabindu avec toute ma famille. La vie étant devenue très compliquée, j'ai entrepris dans la vente des bois de chauffe dans ce site. Pour me procurer de ces bois, je devrais me rendre à Shove en compagnie des personnes qui effectuaient déjà cette activité. Shove est un milieu très reculé, situé à une dizaine de kilomètres au nord du camp de Shabindu. Un jour, au mois d'avril 2024, nous nous sommes rendus à SHOYE comme à l'accoutumée. De là, quatre hommes inconnus nous ont agressé, mes amis ont pu s'échapper de justesse, moi je n'en ai pas été capable car mon enfant était couché au sol. Je ne pouvais pas fuir sans lui. C'est alors qu'un inconnu, m'a violé. Après avoir commis son forfait, il s'est enfuit. Toute mon âme était plongée dans l'amertume, je me sentais toute dépouillée. Je suis partie voir une de mes tantes, me vouer à elle, pour bénéficier de ses conseils. Celle-ci m'avait recommandé d'aller voir un médecin pour recevoir une prise en charge médicale. Ainsi, je m'étais dirigée vers le Centre Médical présent dans le site pour bénéficier d'une assistance médicale et psychologique. Le plus choquant est que, toutes ces femmes avec qui l'ont été et qui s'étaient échappées, avaient rependu la nouvelle de cet incident de viol, et elle s'est vite disséminée au camp telle une trainée de poudre. Depuis lors, tout le monde se moque de moi. Surtout à chaque fois qu'il y a une certaine mésentente entre nous, elles me rappellent que je suis une femme qui a été victime des violences sexuelles et que je suis d'office inutile, sans importance. Je me sens discriminer, dépourvue de ma dignité ; je me suis malheureuse. En tant que déplacée de guerres nous avons besoin d'assistance en nourriture, habits et autres biens de première nécessité. Personnellement j'aimerais exercer une autre activité commerciale dans le site à part la vente des bois de chauffe. J'aimerais trouver suffisamment des moyens pour n'est plus jamais me rendre à SHOYE craignant me retrouver encore dans la même situation. Avec le commerce des bois de chauffe, je gagnais difficilement 10.000fc par mois. A la maison nous mangeons à peine une fois par jour. Certes, nous avons gratuitement accès à l'eau et aux soins médicaux de base, cependant nous mettons beaucoup de temps pour nous rendre à la Clinique parce qu'elle est un peu éloignée de notre hutte.

Entre la recherche de la survie, et la survenue du spectre du viol...

Mon nom est LIUA BELISOMWELE, je suis une jeune fille, déplacée de guerre, âgée de 24 ans et vivant dans le camp de Shabindu, Bloc N°5, hutte 04. Je suis issue d'une famille protestante constituée de neuf personnes dont cinq femmes et quatre hommes. J'ai le niveau d'études primaires.

Au mois de Juin 2024 j'avais été victime des violences sexuelles, une page trop sombre dans ma vie. Nous étions parties avec quatre de mes amies aux alentours du Parc National de Virunga à la recherche des bois de chauffe pour assurer la cuisson à la maison. Soudain, nous nous sommes retrouvées en face de trois hommes en tenue militaire qui avaient menacé de tirer sur nous. Deux de nos amies s'étaient échappées et nous étions restées à trois face à ces malfrats. J'avais crié au secours, personne n'était venue à notre rescousse. L'un de ces trois militaires inconnus m'avait violé, et mes deux autres amies avaient aussi été violées. Après leur forfait, nous étions retournées dans le site. Je me suis tue, je ne voulais en parler à personne. Quelques jours après, j'avais pris part à une séance de sensibilisation animée par des relais communautaires dans le site. Leur intervention portait sur la prise en charge des femmes et jeunes filles victimes des violences sexuelles basées sur le genre. Je m'étais rapprochée d'elles et elles m'avaient ainsi conduit à la clinique MSF présent dans le site pour une prise en charge médicale et psychologique. J'avais été soignée pendant trois rendez-vous et le quatrième je ne l'avais pas respecté parce que je me sentais déjà mieux. Ici dans le camp, les femmes et jeunes filles victimes des violences sexuelles ne vivent pas en paix. Elles se retrouvent isolées et parfois même rejetées par leurs propres familles. Souvent elles sont timides et souffrent des troubles psychologiques. J'ai été assistée aussi par l'ONG Focus Droit et Action (FDA) qui s'occupe de la prise en charge des femmes et jeunes filles victimes des VSBG. Cette organisation travaille avec des assistants Psycho-Sociaux (APS) qui écoutent les patients et les orientent selon les besoins pour une prise en charge. Cette organisation assure également une poursuite judiciaire contre les auteurs de ces crimes surtout lorsque ceux-ci sont identifiés.

Actuellement je n'ai pas de source de revenu. Pour survivre, nous ne dépendons que des dons. Une fille victime des violences sexuelles a besoin d'une assistance médicale et d'un kit de dignité pour ses besoins de santé sexuelle. Elle a aussi besoin d'un suivi psychologique et devrait disposer d'une source de revenu pour combler ses besoins financiers. L'activité qui est la plus rémunératrice ici dans le camp, c'est le commerce des produits de première nécessité. J'aimerais exercer ce commerce mais je manque le capital nécessaire pour commencer. Tout ce que mes parents gagnent est dépensé pour la nourriture. En plus, faute des moyens conséquents, nous mangeons une fois par jour. Dans le camp nous avons accès à l'eau mais en quantité insuffisante. Néanmoins ; tous les membres de notre ménage ont accès aux soins de santé primaires dans une structure qui se situe à au moins un kilomètre de notre hutte.

Inoffensive face à l'agressivité...

Je réponds au nom de Bibiche MUSIMBIRE, je suis une femme déplacée de guerre vivant dans le camp de Shabindu, Bloc 143, hutte 15. Je suis âgée de 35 ans, mariée civilement et religieusement au sein d'une église de réveil. Mon ménage est constitué de cinq personnes dont quatre femmes et un homme. Mon mari est chef de ménage. J'ai fait les études primaires, sans achever le cursus malheureusement. J'avais été victime des violences sexuelles en Avril 2024 par des inconnus en tenue militaire. Un jour à Saké, j'étais sortie de chez moi en quête de la nourriture. Chemin faisant dans une petite ruelle de la cité, je m'étais croisée avec un groupe d'hommes, habillés en tenue militaire. J'étais seule, inoffensive face à leur agressivité. Ils m'avaient demandé de me déshabiller, ils avaient insisté, puis ils m'avaient violé. J'étais désillusionnée, je ne savais plus quoi faire. Je n'ai jamais parlé de cette situation à aucun membre de ma famille, ni à mon mari de peur d'être abandonnée et victime de quolibets de tout genre. Après ce triste événement, j'avais bénéficié d'une prise en charge médicale et psychologique. Heureusement je n'avais pas été victime d'une grossesse indésirable de mes bourreaux. Dans le site, les femmes victimes des violences sexuelles sont marginalisées. Jusqu'aujourd'hui, il y a peu des projets voulant lutter contre les VSBG dans le site. Actuellement je n'ai aucune source de revenu. Nous ne dépendons que des dons et nous mangeons une seule fois par jour.

Une femme victime des violences sexuelles a besoin d'un suivi médical et psychologique approprié. Elle a aussi besoin de disposer d'une source de revenu capable de subvenir à ses besoins financiers. Ici, l'activité économique qui est rentable c'est la vente des produits alimentaires. Je ne suis pas à même de m'y lancer suite au manque du capital. Nous disposons d'une source d'eau et toute ma famille a accès aux soins de santé primaires en cas de besoin. La distance qui nous sépare de la structure médicale est de deux kilomètres que nous parcourons dans 30 minutes. Je tiens fermement à avoir un capital pour commencer un commerce dans le site. Cela pourrait m'aider à ne pas être à nouveau victime des violences sexuelles en dehors du site.



PhotoGraphy by Jospin Mwisha

Les coulisses d'une page odieuse, difficile à raconter...

Je m'appelle **LEA MAZAMBI WABISOLWA**, je suis une femme déplacée de guerre vivant dans le camp de Shabindu, Bloc 16, hutte N°6. Agée de 37 ans, je suis mariée religieusement et je prie dans une église protestante. Notre ménage est constitué de huit individus dont quatre femmes et quatre hommes. Mon mari est responsable du ménage. Je n'ai pas eu quelqu'un pour me scolariser dans ma vie, je n'ai donc pas étudié.

Au mois de Mars 2024, je me rendais aux alentours du Parc National de Virunga à la recherche des bois de chauffe pour subvenir aux besoins de ma famille, par malheur, je me suis croisée avec quatre personnes inconnues. Ils étaient suspects, j'ai senti la frousse. J'avais couru en criant au secours, malheureusement, il n'y avait personne pour m'aider. Comme l'un d'eux courrait plus vite que moi, il m'avait rattrapé et jeté par terre. Il avait commencé à me gifler pendant que les autres arrivaient et commençaient à déchirer mes habits. Je m'étais retrouvée nue, seule sans défense face à eux. Tous les quatre m'avaient violé et je n'avais pas de forces pour les arrêter. Après cet acte pitoyable, j'avais été secourue par deux femmes qui m'avaient amené au centre de santé pour une prise en charge médicale. Je m'étais sentie humiliée, j'avais complètement perdu la joie de vivre. J'avais eu des troubles psychologiques et j'ai même peur de sortir en dehors du site. Je m'étais confiée à une amie qui était également déçue et très choquée de ce qui m'était arrivée. Je n'ai jamais partagé cette histoire odieuse à ma famille. Ici dans le site, les femmes victimes des violences sexuelles sont marginalisées. Elles s'expriment en cachette auprès de relais communautaire et assistants psychosociales (APS) pour recevoir les orientations. Jusque maintenant il y a moins des projets réalisés pour lutter contre les VSBG dans le camp. Actuellement je n'ai pas d'autres sources de revenu à part les dons que nous recevons dans le site.

Une femme victime du viol nécessite un accompagnement psychologique et une assistance financière. L'activité économique qui semble prolifique dans ce milieu c'est la pâtisserie. J'aurais bien voulu m'y lancer, mais je n'ai pas des moyens nécessaires. Ici nous avons accès à l'eau potable et les membres de notre ménage ont accès aux soins de santé primaire. La distance qui nous sépare de la structure sanitaire est de deux kilomètres environ. Etant donné, nous avons plusieurs besoins auxquels subvenir en dépit des moyens très limités, je continue à solliciter auprès des toutes les personnes de bonne volonté une assistance financière pour me lancer dans la pâtisserie. J'espère me remettre financièrement et ainsi donc, redonner un sens à ma vie.

Le sort difficile à digérer...

Mon nom est MASIMALO Godelieve, je suis une femme déplacée de guerre, âgée de 25 ans et vivant actuellement dans le camp de Shabindu, bloc numéro 47, hutte numéro 49. Je suis mère de quatre enfants et responsable de notre ménage. Nous sommes à présent en union libre avec mon mari qui m'avait abandonné après que j'ai été victime des violences sexuelles, quand j'avais 15 ans, j'avais été violé sexuellement par mon mari. J'étais tombée enceinte de lui sans le savoir et je l'ai appris au troisième mois de grossesse. Ayant appris cela, je ne faisais que pleurer et m'apitoyer sur mon sort. Je voulais avorter et les membres de ma famille m'avaient conseillé de le faire parce que j'étais encore trop jeune. Malheureusement, chez nous au village il n'y avait pas de possibilité pour faire un avortement sécurisé et c'était déjà après trois mois de grossesse ; d'où le risque de perdre ma vie était très élevé. J'avais ainsi décidé de garder le bébé. Par chance, l'auteur de la grossesse était venu s'excuser auprès de ma famille et leur demander s'il pouvait fonder un foyer avec moi. C'est ainsi que nous avons commencé à cohabiter ensemble.

Depuis que nous sommes dans le camp, nous souffrons énormément. Nous bénéficions rarement d'une aide humanitaire en nourriture. Pour subvenir aux besoins de mes enfants, j'avais cherché du travail dans le camp mais sans succès. Ainsi, je m'étais décidé d'aller des temps en temps dans les champs pour chercher les bois de chauffe et voir si je pouvais trouver quelque chose à manger pour mes enfants. Un jour, j'étais partie dans un champ, en portant au dos un de mes enfants. Trois hommes inconnus étaient venus vers moi, ils m'avaient fait des avances pour que je couche avec eux. J'avais catégoriquement refusé et je cherchais à m'échapper. Ils m'avaient tabassé, mis mon enfant de côté et m'avaient violé. Sous le choc de cet acte ignoble, je m'étais sentie déshumanisée. J'avais juste eu envie de mettre fin à ma vie mais voyant mes enfants qui étaient encore trop petits, j'avais renoncé à cette idée pour ne pas les abandonner à fleur d'âge. J'avais décidé d'aller à la clinique de MSF pour recevoir une prise en charge médicale et psychologique. Je n'avais rien dit à mon mari de peur qu'il m'abandonne. Malheureusement pour moi, une fois qu'il l'a su, il m'a quitté. Je n'en avais pas également parlé aux membres de ma famille pour éviter d'être sujette à des moqueries et la méfiance.

Dans le site, je ne connais aucun projet voulant lutter contre les VSBG. Mon besoin actuel est d'avoir un commerce pour assurer une bonne prise en charge à mes enfants. Ma source principale de revenu est le travail de manutentionnaire que je fais dans la ville. Mon revenu mensuel est de 60.000fc en moyenne. Une femme victime des VSBG a plus besoin de recevoir une bonne prise en charge médicale et psychologique car elle est souvent dépassée, éperdue et traumatisée. L'activité qui se veut rentable dans le camp c'est le commerce et moi je ne l'exerce pas par manque des moyens (manque du capital social). Le besoin qui consomme le gros de mon revenu c'est la nourriture. Cependant nous mangeons une seule fois par jour. Nous disposons d'une source d'eau potable et nous y accédons. L'accès aux soins de santé reste difficile faute des moyens financiers suffisants. La structure de santé se trouve à environ 30 min de marche.

09

Quand les séquelles du viol, entraînent l'handicap...

Je m'appelle Florance KISIWA CHANGABELAME, et je suis une déplacée de guerre originaire de Rubaya, dans le territoire de Masisi. Cela fait maintenant cinq mois que je vis dans un camp de déplacés après avoir fui les attaques du M23, qui nous ont forcés à abandonner nos maisons. Pendant la fuite, j'ai été séparée du groupe. À bout de forces, je ne pouvais plus avancer, et les autres ont dû continuer sans moi. Nous avons convenu de nous retrouver à Goma, dans le quartier Lac Vert, près de Sake.

Malheureusement, en arrivant à Ishasha, j'ai croisé la route de quatre hommes. Ils m'ont agressée, torturée et violée, tous les quatre, dans la forêt. J'ai essayé de me défendre et de fuir, mais je n'y suis pas parvenue. J'étais totalement impuissante face à eux. C'était le 15 février 2024, une date traumatisante que je n'oublierai jamais.

Depuis ce jour, je n'ai reçu aucune aide. Cet événement a laissé de graves séquelles sur ma santé, en particulier au niveau du bassin. Je souffre constamment de douleurs, surtout lorsque je dors sur le ventre. J'ai fréquemment des nausées et des vomissements, et chaque fois que la douleur survient, je perds l'appétit.

Aujourd'hui, j'ai un besoin urgent d'assistance médicale, psychologique et financière pour faire face à cette situation qui m'handicape au quotidien.



10

L'horizon flouté par une fin improbable de la guerre....



PhotoGraphy by Jospin Mwisho

Mon nom est NABIYALI NYOLASOKA PLAMEDIE, âgée de 29 ans, originaire de Bihambwe, Masisi, mère de cinq enfants, et mariée par union libre. En mai 2023, ma vie a été brisée. Lorsque je me rendais dans une forêt située à proximité de chez nous avec deux voisines pour chercher du bois et des légumes, des soldats nous avaient attaquées. Au moment où je ramassais mes affaires pour partir, ils nous ont courus après. Je n'ai pas pu fuir assez vite. Deux hommes m'ont attrapée et violée. Hélas ! Je suis tombée enceinte et aujourd'hui, j'ai un petit garçon de deux mois et demi. Parfois, il est difficile pour moi de le regarder. Mais malgré tout, mon cœur de mère me rappelle que je suis sa seule protection. Peut-être qu'un jour, il deviendra mon sauveur. Cela fait un an et demi que je vis dans un camp des déplacés avec mes cinq enfants. Mon mari m'a quitté après ce drame, et je me bats seule pour leur survie. Chaque jour est un combat. Nous mangeons rarement, il est difficile d'avoir même un repas par jour. Regarder mes enfants pleurés de faim me brise le cœur. Je fais le travail de fille de ménage pour gagner un peu d'argent. Je me bats pour trouver juste de quoi acheter un peu de nourriture à mes enfants. Mon appel aux autorités est simple : « mettez fin à cette guerre. Nous ne pouvons pas continuer à vivre dans cette souffrance. Nous vivons dans une peur qui se renouvelle chaque jour, la peur que ces guerres se reproduisent encore et encore ».

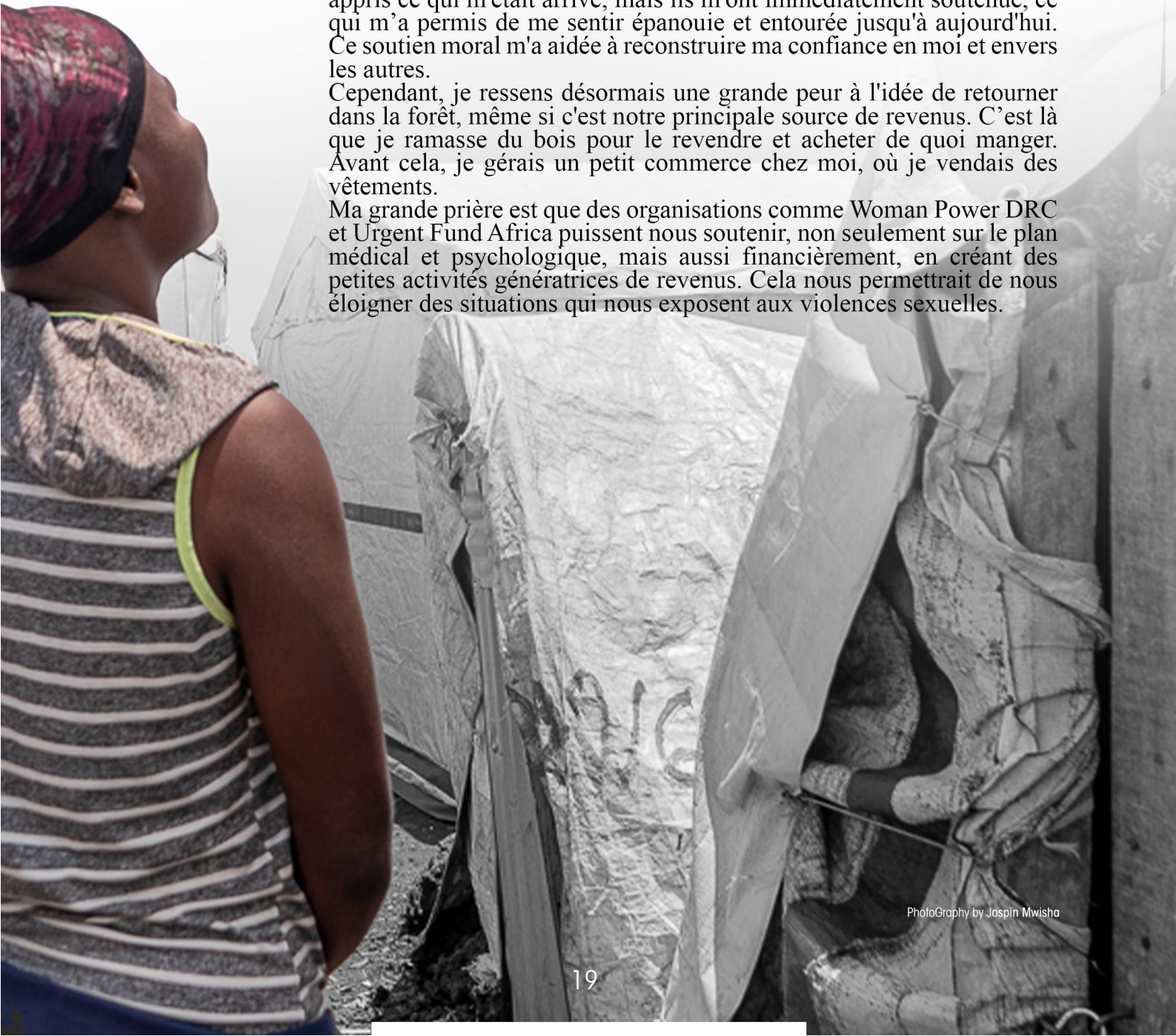
Qui pour nous tendre la main après une agression

Je m'appelle **Bijoux CHIRIKALIMA SIBOYABO**, j'ai 37 ans et je suis mère de six enfants. Depuis février 2024, je vis dans un camp de déplacés après avoir fui Kitchanga. En mai 2024, j'ai été victime de viol alors que je me rendais dans la forêt pour chercher du bois de chauffe. Si je ne vais pas chercher du bois, je n'ai rien pour nourrir ma famille. Heureusement, après cette agression, j'étais informée des démarches à suivre. J'ai rapidement contacté une Assistante Psychosociale (APS) qui m'a accompagnée avec respect et discrétion, et m'a orientée vers des soins médicaux appropriés. J'ai été prise en charge par la clinique MSF, ce qui m'a permis de soulager mes souffrances physiques.

Ce qui m'a le plus réconfortée, c'est la compréhension et le soutien de mon mari et de ma famille. J'avais peur qu'ils me rejettent après avoir appris ce qui m'était arrivé, mais ils m'ont immédiatement soutenue, ce qui m'a permis de me sentir épanouie et entourée jusqu'à aujourd'hui. Ce soutien moral m'a aidée à reconstruire ma confiance en moi et envers les autres.

Cependant, je ressens désormais une grande peur à l'idée de retourner dans la forêt, même si c'est notre principale source de revenus. C'est là que je ramasse du bois pour le revendre et acheter de quoi manger. Avant cela, je gérais un petit commerce chez moi, où je vendais des vêtements.

Ma grande prière est que des organisations comme Woman Power DRC et Urgent Fund Africa puissent nous soutenir, non seulement sur le plan médical et psychologique, mais aussi financièrement, en créant des petites activités génératrices de revenus. Cela nous permettrait de nous éloigner des situations qui nous exposent aux violences sexuelles.



A woman wearing a red shawl and a headscarf stands in a makeshift shelter made of fabric and wood. The shelter appears to be made of heavy, dark fabric, possibly canvas or tarp, with wooden poles supporting it. The woman is looking towards the right. The background is dark and textured, suggesting an outdoor or semi-outdoor setting. The overall mood is somber and difficult.

12

Que faire lorsque le viol fait de nous l'objet de discrimination et de moqueries ?

PhotoGraphy by Jospin Mwisha

Je m'appelle **Aimée KAMISOLOVA WABO**, et je vis dans le camp de Shabindu, bloc 143. Je suis une femme de 31 ans, mariée coutumièrement, mais je n'ai pas eu la chance de fréquenter l'école. Je suis responsable d'un ménage composé de sept personnes : quatre femmes et trois hommes. Mon mari m'a quittée pour une autre femme. Je suis catholique.

Un jour, j'ai été victime de violences sexuelles. J'étais partie avec deux autres femmes du camp pour chercher du bois de chauffe dans un champ. Nous avons croisé deux soldats qui voulaient nous faire du mal. Nous avons pris la fuite, mais malheureusement, j'ai été rattrapée et violée. Cet événement m'a laissée profondément brisée, pleine de douleur et de désespoir. À mon retour au camp, les deux femmes qui étaient avec moi avaient déjà répandu la nouvelle dans la communauté. Très vite, les moqueries ont commencé. Mon mari a commencé à m'éviter, et peu après, il m'a quittée.

Les relais communautaires sont venus me soutenir et m'ont orientée vers un centre de santé pour recevoir une prise en charge médicale et psychologique. Malgré cela, dans notre communauté, certaines personnes me considèrent comme une femme "anormale". Pour d'autres, je ne suis plus une personne "digne" à cause de ce qui m'est arrivé. Dans le camp, il y a très peu de projets destinés à lutter contre les violences sexuelles et basées sur le genre.

Les besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles victimes de violences sexuelles incluent une prise en charge médicale et psychologique, mais également un soutien financier. C'est souvent en raison du manque de moyens que nous sommes exposées à des situations dangereuses en dehors du camp. Mon ménage a accès aux soins de santé de base et à l'eau, qui se trouve à environ 20 mètres de notre abri. Pour subvenir à nos besoins, je tiens un petit commerce dans le camp, qui me rapporte environ 4 000 francs congolais par jour. C'est avec cette somme que je nourris ma famille, un seul repas par jour.

J'aimerais recevoir un appui économique pour développer mon commerce, afin de pouvoir gagner suffisamment d'argent pour améliorer les conditions de vie de mes enfants et leur offrir un avenir plus digne.

De la résilience menacée par la barbarie...

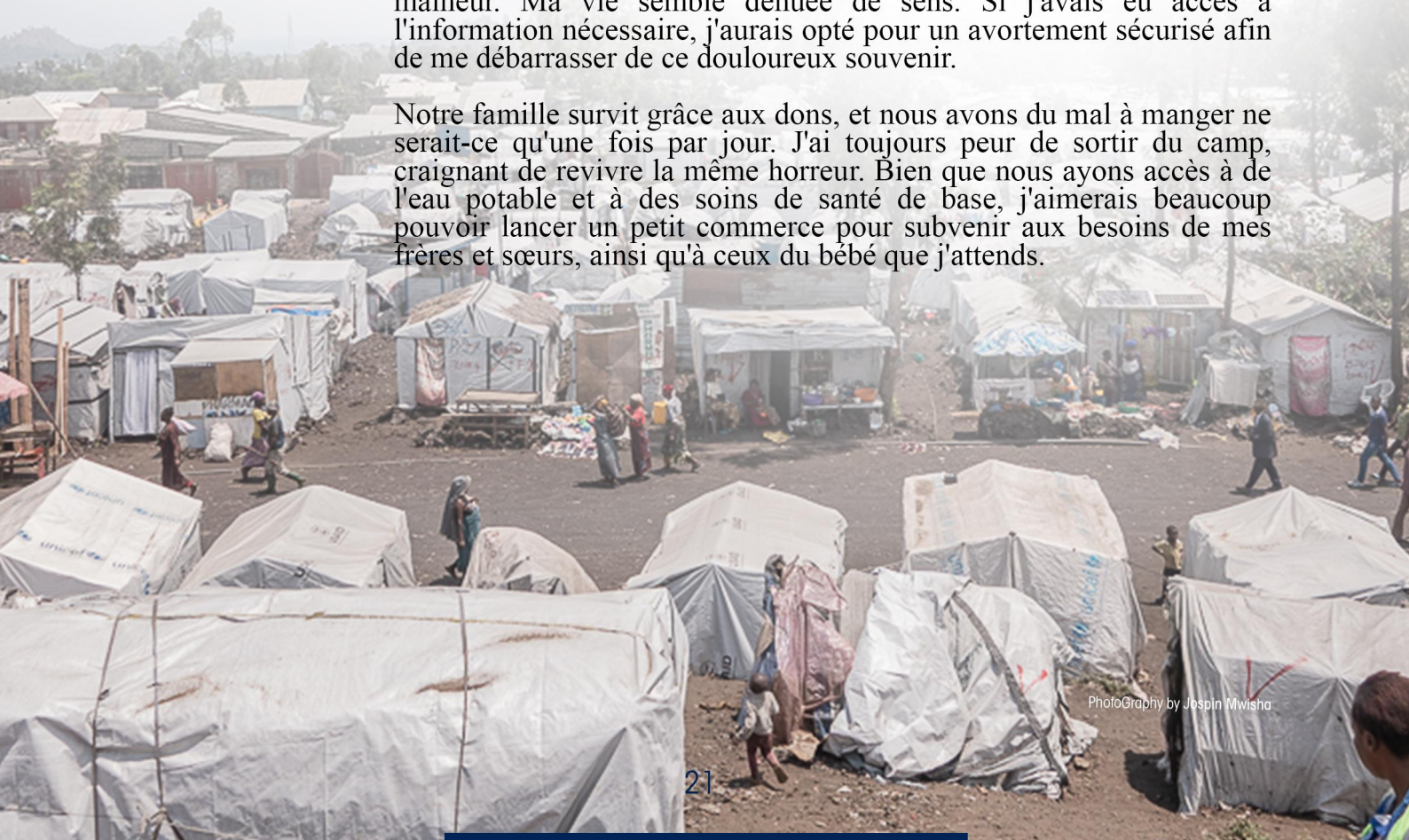
Je m'appelle Mlle **Sifa VUHUMIRILA**. Je suis une jeune femme célibataire et protestante, âgée de 24 ans. Je suis la responsable de notre famille, composée de sept personnes : cinq femmes et deux hommes. Malheureusement, je n'ai jamais eu la chance d'aller à l'école.

En février 2024, alors que la guerre se rapprochait dangereusement de notre village, ma mère, déjà gravement malade, voyait son état empirer. Orpheline de père et aînée de la famille, je me sentais obligée d'agir pour tenter de soulager ses souffrances. J'ai donc pris la décision de me rendre dans la forêt à la recherche de plantes médicinales traditionnelles. Cependant, sur le chemin, j'ai eu la malchance de croiser un groupe d'hommes armés non identifiés. Ils m'ont violée, et je n'ai rien pu faire pour empêcher cet acte atroce.

Malgré ce traumatisme, j'ai trouvé la force de rentrer à la maison pour apporter les médicaments à ma mère, sans parler de ce qui m'était arrivé. Je ne voulais pas inquiéter ma famille ni risquer d'être rejetée. Quelques semaines plus tard, j'ai découvert que j'étais enceinte, sans savoir qui était le père. Mais je n'ai pas osé en parler à ma mère, de peur de la bouleverser et de provoquer un choc fatal. Hélas, elle est décédée peu de temps après, nous laissant orphelins de père et de mère.

Face à la menace croissante des combats, nous avons dû fuir notre village pour rejoindre le site de Shabindu à Goma. Là-bas, j'ai été orientée par des relais communautaires et des agents psychosociaux pour recevoir des soins médicaux et un suivi de ma grossesse. Pourtant, chaque fois que je pense à cette grossesse, je me sens accablée par le malheur. Ma vie semble dénuée de sens. Si j'avais eu accès à l'information nécessaire, j'aurais opté pour un avortement sécurisé afin de me débarrasser de ce douloureux souvenir.

Notre famille survit grâce aux dons, et nous avons du mal à manger ne serait-ce qu'une fois par jour. J'ai toujours peur de sortir du camp, craignant de revivre la même horreur. Bien que nous ayons accès à de l'eau potable et à des soins de santé de base, j'aimerais beaucoup pouvoir lancer un petit commerce pour subvenir aux besoins de mes frères et sœurs, ainsi qu'à ceux du bébé que j'attends.





Tels sont les quelques témoignages recueillis, qui explicitent le contexte de viol et les répercussions directes sur la vie quotidienne des victimes.

Ces témoignages recueillis mettent en lumière le contexte des viols ainsi que les répercussions directes sur la vie quotidienne des victimes. Ils révèlent la gravité de ces actes odieux, qui plongent de nombreuses femmes dans des situations de grande précarité. Souvent abandonnées à leur sort, ces victimes sont laissées sans soutien adéquat. Le manque de plaidoyers efficaces, qui permettraient à ces femmes de se reconstruire et de mener une vie plus épanouie, souligne l'urgence d'une mobilisation pour défendre leurs droits et répondre à leurs besoins essentiels.

III

**ANALYSE DES HISTOIRES
RECUEILLIES, STRATÉGIES D'IN-
FLUENCE ET RECOMMA-
NDATIONS**



1. ANALYSE DES HISTOIRES RECUEILLIES.

En examinant les récits des femmes victimes de violences sexuelles, plusieurs constats peuvent être faits :

Contexte des violences : La majorité des femmes vivant dans le camp de Shabindu ont été victimes de violences sexuelles, principalement lors de leurs tentatives de fuite de la guerre ou en cherchant des moyens de survie. Dans de nombreux cas, les agressions ont eu lieu lorsque les femmes allaient chercher du bois de chauffe dans la forêt, où elles sont exposées au risque de viol. L'instabilité socio-économique semble donc être un facteur clé qui accentue leur vulnérabilité.

Mode opératoire des agresseurs : Les violeurs suivent des schémas similaires : ils se cachent dans la forêt pour commettre leurs crimes. Le bois de chauffe étant souvent l'une des seules activités disponibles pour les femmes, il est devenu un piège potentiel pour les violeurs. Ces derniers semblent avoir organisé leurs actions en fonction de cette routine. La question se pose donc : *faut-il éviter cette activité pour protéger les femmes ? Si oui, quels moyens alternatifs peuvent être mis en place pour combler le vide économique que cela engendrerait ?*

Peur de la stigmatisation : Beaucoup de survivantes craignent de parler de leurs agressions à leurs proches, par peur du rejet, des moqueries et de la discrimination. Ces récits révèlent une peur bien fondée, car celles qui ont osé parler par le passé ont souvent été marginalisées. Il est crucial de comprendre les raisons socioculturelles qui expliquent cette méfiance envers les victimes de viol. Quelles croyances ou perceptions influencent ce changement d'attitude envers elles ? En trouvant des réponses à ces questions, nous pourrions mieux sensibiliser les familles et proches à adopter un regard bienveillant et solidaire envers les survivantes.

Conséquences physiques et psychologiques : Le viol n'a pas seulement des impacts psychologiques, mais aussi des répercussions physiques importantes. Certains témoignages montrent que les soins prodigués aux victimes ne sont pas toujours adaptés. De plus, en l'absence de structures offrant des avortements sécurisés, certaines victimes sont forcées de garder des grossesses non désirées, avec des risques sanitaires et des séquelles traumatiques graves.

Difficultés économiques : La majorité des victimes font face à des difficultés financières majeures, incapables de subvenir à leurs propres besoins ou à ceux de leur famille.

Accès limité aux soins de santé : Bien que certaines structures de santé soient accessibles en 20 à 30 minutes de marche, cela reste insuffisant, notamment pour les cas graves nécessitant des interventions d'urgence. De plus, en raison du manque de moyens financiers, ces femmes ne peuvent pas toujours payer leurs factures médicales, ce qui limite les soins à des maladies mineures.

Insécurité alimentaire : Beaucoup de femmes rapportent qu'elles ne mangent qu'une fois par jour, et parfois moins. Ne pas pouvoir satisfaire ce besoin fondamental accroît leur vulnérabilité et risque de perpétuer le cycle des violences.

Conditions d'hygiène déplorables : Les conditions d'hygiène intime dans le camp de déplacés sont précaires. Plusieurs femmes expriment le besoin d'avoir un accès régulier à des kits hygiéniques pour préserver leur santé.

Impunité des violeurs : Aucun témoignage ne mentionne l'arrestation ou le jugement des auteurs de ces crimes, ce qui favorise la récurrence des viols. L'absence de justice contribue à un climat d'impunité qui encourage ces actes de violence à se répéter.

-sont pas favorables dans le site des déplacés. Certaines femmes évoquent le besoin d'accéder régulièrement au kit hygiénique, ce qui peut leur permettre de préserver une santé saine.

-Nulle part dans ces témoignages on évoque que les bourreaux ont été capturés et jugés devant les cours et tribaux. Une situation qui encouragerait la recrudescence des cas de viol.

STRATÉGIES D'INFLUENCE ET RECOMMANDATIONS

Dans le cadre de ce plaidoyer, nous proposons plusieurs pistes qui pourraient permettre aux femmes victimes de violences sexuelles de se reconstruire et de mener une vie plus équilibrée. Ces stratégies et recommandations pourraient être mises en œuvre sous forme de projets ou d'actions concrètes en faveur de ces survivantes.

Voici quelques alternatives :

1. Projet d'appui socio-économique pour les victimes de violences sexuelles

Un projet axé sur l'amélioration de la situation socio-économique des survivantes.

Soutien financier non remboursable : Fournir des capitaux non remboursables pour permettre à ces femmes d'entreprendre des activités génératrices de revenus.

Ateliers de sensibilisation et d'éducation financière : Former des équipes d'experts pour animer des ateliers sur l'utilisation efficace de ces fonds et encourager la création de groupes d'épargne et de crédit (AVEC) bien structurés pour un relèvement économique collectif.

Suivi et accompagnement : Mettre en place un système de suivi rigoureux pour aider à résoudre les problèmes rencontrés dans l'utilisation des capitaux.

Évaluations régulières : Réaliser des évaluations périodiques et proposer des améliorations adaptées aux défis rencontrés.

2. Projet de sensibilisation à l'accompagnement social des victimes

Un projet visant à sensibiliser les familles et proches des victimes afin de favoriser leur réintégration sociale.

Ateliers et focus groups : Organiser des groupes de discussion avec des experts pour encourager un changement de perception et d'attitude envers les victimes, et ainsi faciliter leur intégration dans la communauté.

3. Projet de sensibilisation à l'avortement sécurisé

Un projet de sensibilisation sur l'importance de l'avortement sécurisé en cas de grossesse non désirée après un viol.

Éducation et sensibilisation : Déployer des équipes d'experts pour informer les victimes sur l'importance de consulter rapidement des structures sanitaires en cas de grossesse non désirée.

Renforcement des capacités des soignants : Renforcer les compétences et les outils de travail des agents de santé pour une prise en charge efficace des cas de grossesses résultant de violences sexuelles.

4. Projet d'accompagnement psychologique à long terme

Élaborer un projet visant à offrir un soutien psychologique sur le long terme, garantissant un suivi continu des victimes jusqu'à leur réintégration complète après le traumatisme.

5. Plaidoyer pour le rétablissement de la paix et la justice

Transmettre ces appels à l'aide aux autorités compétentes afin de renforcer les efforts de rétablissement de la paix, mais aussi pour s'assurer que les coupables soient poursuivis et punis sévèrement conformément à la loi.



RÉSUMÉ.

Les violences sexuelles représentent un fléau dévastateur, affectant non seulement les femmes et les filles qui en sont victimes, mais également leurs familles et communautés. La majorité de ces crimes restent sous-dénoncés et impunis, ce qui conduit à une sous-estimation de leur ampleur et de leurs répercussions. Les victimes et survivantes ont des besoins divers qui nécessitent une réponse humanitaire pluridisciplinaire. Une approche holistique, combinant assistance, protection et prévention, est cruciale pour répondre à ces besoins et prévenir de futurs crimes. La priorité doit être donnée à l'accès aux services essentiels et à la prise en charge des besoins fondamentaux des victimes.

Il est impératif que les survivantes de violences sexuelles bénéficient de services de santé mentale et de soutien psychosocial, à court et à long terme, pour atténuer la détresse psychologique qu'elles subissent, souvent aggravée par d'autres traumatismes. Les personnels de santé locaux, les volontaires et autres acteurs communautaires, tels que les sages-femmes traditionnelles, doivent recevoir une formation approfondie pour identifier les cas de violences sexuelles et répondre efficacement aux besoins des victimes, ou les orienter vers des services spécialisés.

Des séances d'information communautaire sont indispensables pour sensibiliser la population sur les services disponibles et encourager les victimes et leurs familles à demander de l'aide. De plus, il est crucial de faciliter la réintégration des survivantes dans la société en luttant contre les stéréotypes et préjugés liés aux violences sexuelles.

Pour assurer une survie décente et offrir une meilleure qualité de vie aux victimes, il est essentiel de leur fournir des capitaux et un accompagnement pour surmonter les obstacles, qu'ils soient économiques ou psychologiques. Les structures étatiques, privées ou non gouvernementales ayant les moyens d'intervenir doivent agir pour atténuer les souffrances des survivantes et permettre leur réinsertion économique, contribuant ainsi au développement du pays.



STAFF AFFECTÉ AU PROJET.



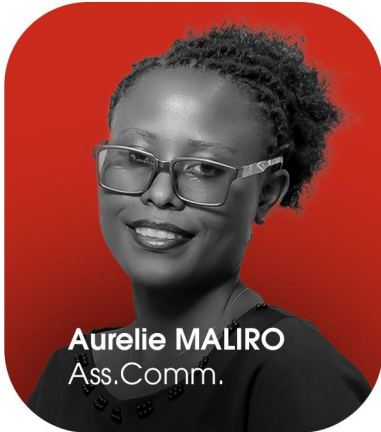
Mme Sylvie Maz.
Coordinatrice



Jean paul BAH.
Ass chef de projet



Rachel HABA.
Program Manager
& Chef de Projet.



Aurelie MALIRO
Ass.Comm.



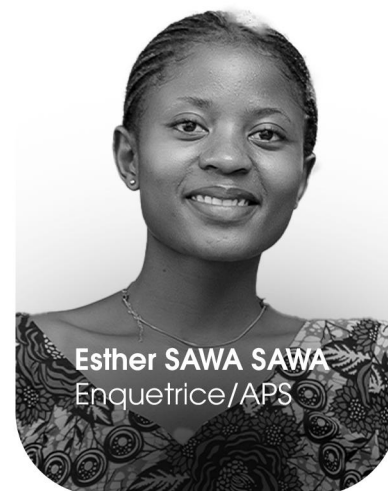
Jospin Mwishu
Communication
Office.



Claver WASINGYA
Ass. Chef de
Projet



Adel MBUNDA
Financiere.



Esther SAWA SAWA
Enquetrice/APS



Denise Mwiyeretse
Stagiaire au
Programme.



Michaela Was.
Enquetrice/Animatrice
communautaire



Women Power DRC



FOR WOMEN'S HUMAN RIGHTS

Résilience et Justice

Témoignages des Femmes Victimes de Violences
au Nord-Kivu.

Publié en RD.Congo en 2024 par **Woman Power DRC**
Copyright © Womanpowerdrc, 2024

Tous droits réservés
Woman Power DRC
Tél: (+243) 998-741-745(Siège Central)
www.womanpowerdrc.org
E-mail : womenpowerdrc@gmail.com

Auteurs: **Woman Power DRC**
Contributeurs/Réviseurs: **Claver Wasingya**
Rédacteurs de copie: **Woman Power DRC**, **Juslain**
Design ,layout and Photography : **Jospin Mwishu**